

PRESTATIONS INTERMINISTERIELLES

Division des affaires financières

Dossier initial pour :
"Allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans"

DAF 4 -B

Action sociale

2 G rue général Delaborde
BP 81921
21019 Dijon cedex

Valable pour du 01/09/2020 au 31/08/2021

secteur public

secteur privé

secteur supérieur

RENSEIGNEMENTS		
	Demandeur	Conjoint (e) ou concubin (e)
N° INSEE (sécurité sociale)		
Nom d'usage (nom d'épouse)		
Nom de famille (nom de naissance)		
Prénom		
Date de naissance		
Commune de naissance		
Adresse personnelle N° de téléphone		
Adresse électronique		
Situation familiale du demandeur	<input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Marié(e) <input type="checkbox"/> Veuf (ve) (1) <input type="checkbox"/> Séparé(e) <input type="checkbox"/> Divorcé(e) <input type="checkbox"/> Vie maritale <input type="checkbox"/> PACS Depuis le	
Situation professionnelle	<input type="checkbox"/> en activité <input type="checkbox"/> autre (préciser) <input type="checkbox"/> en retraite Depuis le	<input type="checkbox"/> en activité <input type="checkbox"/> autre (préciser) <input type="checkbox"/> en retraite Depuis le
Grade du demandeur		
Profession du conjoint		
Dénomination et adresse complète du lieu d'exercice		
	Depuis le	
Position du demandeur	<input type="checkbox"/> Fonctionnaire titulaire <input type="checkbox"/> Fonctionnaire stagiaire <input type="checkbox"/> Non titulaire : contrat du _____ au _____ <input type="checkbox"/> Retraité(e) : dernier grade : _____ dernière affectation : _____ <input type="checkbox"/> Veuf (ve) ou orphelin d'un agent de l'éducation nationale : Nom et prénom de l'agent décédé : _____ Dernier grade : _____ Dernière affectation : _____	

ENFANTS à charge au moment de la demande					
NOM	Prénom	Date de Naissance	à charge		Situation scolaire ou professionnelle
			oui	non	

RÉFÉRENCES BANCAIRES OU POSTALES
IBAN : FR <input type="text"/>

PIECES JUSTIFICATIVES A JOINDRE
<p>La présente demande doit être adressée au Bureau Action Sociale du Rectorat – DAF 4 – B, accompagnée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⇒ Arrêté d'affectation, de nomination ou contrat de travail ⇒ Dernier bulletin de salaire ⇒ Copie du livret de famille des pages afférent à la situation familiale et aux enfants (en cas de séparation ou de divorce, joindre justificatif de la garde des enfants) ⇒ Relevé d'identité postal ou bancaire <i>mentionnant le nom et prénom du demandeur</i> (pour un couple ayant un compte joint les deux noms et prénoms doivent apparaître) ⇒ Attestation de non-versement de prestation interministérielle pour la période de validité du dossier, si le conjoint ou concubin est agent de l'Education Nationale, mais dans une autre Académie, ou fonctionnaire et assimilé dépendant d'un autre ministère ⇒ Photocopie de la décision délivrée par la Maison Départementale des Personnes Handicapées (M.D.P.H) pour les enfants handicapés ⇒ Attestation de la CAF datée de moins de 2 mois justifiant du versement de l'Allocation d'Education Enfant Handicapé (A.E.E.H).

Nom et prénom de l'allocataire auprès de la CAF	<input type="text"/>
---	----------------------

ATTESTATION SUR L'HONNEUR
<p>Je soussigné (e)..... certifie sur l'honneur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ne pas percevoir les prestations légales suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la prestation de compensation du handicap (PCH) - l'allocation aux adultes handicapés - l'allocation différentielle servie au titre des droits acquis (majoration pour tierce personne prévue par l'article 59 de la loi du 30 juin 1975 susvisée) - l'exactitude des renseignements mentionnés et avoir fourni toutes les pièces justificatives <p>Je m'engage à signaler à l'administration tout changement qui pourrait intervenir dans ma situation au cours de la période de validité du présent dossier.</p> <p>Fait à le</p> <p style="text-align: right;">Signature :</p>

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses **déclarations (article L.554-1 du code de la Sécurité Sociale et article 150 du Code pénal)**. L'organisme débiteur peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites (article L.583-3 du code de la sécurité sociale).



**ACADÉMIE
DE DIJON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRESTATION INTERMINISTERIELLE

**Allocation aux parents d'enfants handicapés
de moins de 20 ans**

Division des affaires financières

DAF 4 - B

Action sociale

2 G rue général Delaborde
BP 81921
21019 Dijon cedex

Valable pour du 01/09/2020 au 31/08/2021

Demandeur	
Nom et Prénom	
Situation familiale du demandeur	<input type="checkbox"/> Célibataire - <input type="checkbox"/> Veuf (ve) - <input type="checkbox"/> Divorcé(e), séparé(e) - <input type="checkbox"/> Marié(e), Pacsé(e), Vie maritale
Etablissement d'exercice	
Enfant	
Nom et Prénom	
Date de naissance	
Validité de l'AAEH	du au
Taux d'incapacité	

Nom et prénom de l'allocataire auprès de la CAF	
--	--

Etes-vous bénéficiaire de :

- la prestation de compensation du handicap (PCH) OUI NON
- l'allocation aux adultes handicapés OUI NON
- l'allocation différentielle servie au titre des droits acquis (majoration pour tierce personne prévue par l'article 59 de la loi du 30 juin 1975 susvisée) OUI NON

Attestation sur l'honneur

Je soussigné(e) :, certifie l'exactitude des renseignements fournis et m'engage à signaler à l'administration tout changement qui pourrait intervenir dans ma situation au cours de la période de validité du présent dossier.

Fait à , le Signature

La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (article L.554-1 du code de la Sécurité Sociale et article 441.1 du Code pénal).
L'organisme débiteur peut vérifier l'exactitude des déclarations qui lui sont faites (article L.583-3 du code de la sécurité sociale).